

Les occupations de Siemens et ex-Salik. «La révolution totale dans tous les domaines»

Céline Caudron

Dans les années '70, plusieurs grèves avec occupation ont été menées dans le Borinage par des travailleuses. À l'occasion de l'émission de Radio Pavé¹ enregistrée le 6 mai 2008, des témoins des occupations de Siemens à Baudour et de la SA Confection Industrielle (ex-Salik) à Quaregnon ont eu l'occasion d'évoquer leurs souvenirs. Nous reproduisons ici des extraits de leurs interventions.

En 1970, en contre-partie d'aides publiques accordées dans le cadre d'un «contrat de progrès»², la multinationale Siemens s'engage à créer 500 emplois à Baudour, où l'entreprise fabrique des relais pour centraux téléphoniques. Mais Siemens ne tient pas ses promesses, n'engageant jamais plus de 330 travailleurs. Dès février 1976, lorsque le gouvernement refuse d'accorder de nouvelles aides à l'entreprise qui ne respecte pas ses engagements, des menaces planent sur l'emploi. Le 12 octobre, le personnel arrache à la direction l'annonce de la fermeture du site de Baudour³.

LILIANE RAY, ancienne déléguée CNE de Siemens, se souvient : «À l'époque, on baignait dans l'ambiance de l'après mai '68. On était plein de rêves, c'était la révolution totale dans tous les domaines. Et on était imprégnés du fait que le denier public était à nous. Ca nous appartenait et le patron n'avait pas à en disposer comme ça. S'il avait signé un contrat, il avait un devoir par rapport aux travailleurs. Nous n'étions pas des petits boys à sa merci. Le conflit a commencé comme ça, en se disant c'est notre fric et on ne laissera pas faire les choses.»


À l'annonce de la fermeture, une assemblée générale s'organise dans l'usine, malgré l'opposition de la direction locale, et décide de l'occupation, préparée depuis plus de deux mois avec le soutien actif de militants syndicaux. «L'occupation était organisée par des femmes, avec des femmes. Mais il y avait tout un groupe de militants syndicaux qu'on appelait le groupe d'attaque. On n'avait qu'à siffler pour que 100 militants débarquent, prêts à nous aider.»

VIVIAN LESCOT, militant CSC, souligne que «au niveau du syndicat, on était quand même un peu machos. Quand on voyait des femmes s'amener, on avait un petit sourire en se demandant ce qu'elles venaient foutre là. On avait encore ces envies de grandes grèves, avec une certaine nostalgie des mineurs et tout ça. À partir de Siemens, il y a eu un respect, une profondeur. Les femmes ont vraiment pris leur place à la CSC à Mons. Puis, ça s'est développé à La Louvière ou ailleurs. Et on a vraiment vu que, ce pour quoi on s'était battus en '68, était en train de se réaliser.»

1. Radio Pavé est un projet initié par le MOC Hainaut-Centre, avec la collaboration du Carhop. Il s'agissait, entre autres, de réaliser et diffuser sur internet des émissions sonores sur des thèmes liés à «l'esprit de mai '68». Les émissions sont toujours accessibles en téléchargement sur le site de radio 28 (<http://www.radio28.be>).

2. Des contrats progrès sont signés en octobre 1970 entre l'État belge et les firmes Philips et Siemens, alors que la loi du 30 décembre prévoyant ce type de contrat est encore en discussion. Les contrats progrès visaient à assurer un renouveau technologique en Belgique en encourageant les entreprises à se lancer dans des programmes d'innovation technologique en contre-partie de l'assurance de commandes publiques. (CSC, *Stratégies des multinationales vis-à-vis des pouvoirs publics. Le cas «Siemens»*, décembre 1976, p.10.)

3. *Au Travail*, 22 octobre 1976, p.10 ; *Syndicaliste CSC*, 26 décembre 1976, p.20-21.



Quelques années plus tard, en 1978, Ce sont les travailleuses de la SA Confection Industrielle (ex-Salik) à Quaregnon qui refusent de perdre leur emploi et décident d'occuper l'usine. Après plusieurs restructurations et faillites depuis 1973, la direction annonce, en mai 1978 une nouvelle restructuration qui ne permettrait le maintien que de 90 emplois sur 350. La faillite est déclarée en août. Les travailleuses réunies en assemblée générale convoquée par les organisations syndicales votent à une courte majorité contre l'occupation⁴. Mais beaucoup de travailleuses refusent les licenciements. Elles rebaptisent la rue J. Salik en «coron des sans emplois» et organisent des manifestations, avant de forcer les portes de l'usine pour l'occuper.

CHANTAL REGHEM est de la partie. *«À l'annonce de la faillite, on a décidé de distribuer des tracts sur le marché de Quaregnon et puis de rentrer dans l'usine. Et nous n'en sommes plus sorties puisqu'on a décidé de lancer l'occupation. Ca a été très dur, avec de très longues journées, puisque nous nous avons tout sur le dos, la production, le commercial, ...»*


En effet, les occupantes décident de continuer à produire et à vendre les pantalons, sans patron et en autogestion. Elles obtiennent le soutien de la CSC mais pas celui de la FGTB qui s'en tient au vote de l'assemblée générale. Les travailleuses s'organisent. *«On fonctionnait en équipes. Quand je rentrais chez moi, d'autres arrivaient pour passer la nuit. Et, parfois, on me rappelait parce qu'on avait entendu qu'il y allait avoir une descente de flics pour nous mettre dehors. Nous dormions habillées dans nos sacs de couchage, comme ça, s'il y avait un problème, nous étions prêtes à riposter. Nous n'avons jamais eu d'intervention... Je ne sais pas ce qui serait passé sinon.*

J'ai beaucoup de respect pour le courage des occupantes de Salik. Elles ont choisi de défendre leur emploi en occupant et en se voyant ainsi refuser leur prime de fermeture. Nous sommes d'ailleurs allées occuper l'ONEm à Bruxelles pour avoir ces primes. Nous les avons tenus de 9h à 17h, sans boire ni manger. Ils avaient perdu leurs confortables fauteuils, ils avaient très faim et très soif. Alors, ils nous ont promis de faire nos documents pour obtenir notre prime de fermeture et ça a été fait. Quand les Boraines se tourmentent, ça chauffe.»

En mai 1979, les ouvrières doivent abandonner le bâtiment suite à une décision de justice. Mais certaines d'entre-elles poursuivent l'expérience à travers la coopérative des Sans Emplois, puis la coopérative L'Espérance. *«Nous avons créé la société coopérative des Sans Emplois au départ dans le bâtiment du patron. Ce bâtiment nous appartenait parce que le patron avait reçu des millions avec les deniers du contribuable, nos deniers à nous. Mais, juridiquement, nous ne pouvions pas installer notre coopérative dans l'établissement du patron. Alors, on l'a inscrite à mon domicile, à Haoré village. Puis, le directeur des mutualités chrétiennes nous a permis de nous installer dans la clinique de l'Espérance à Boussu qui était désaffectée. On s'est installées là. On s'appelaient alors la société coopérative L'Espérance. Nous avons récupéré quelques machines et nous avons refait des pantalons et des créations à façon, des robes, etc. Et on vendait. Nous avons notre propre magasin.»*

Les travailleuses qui participent aux occupations, pendant plus de deux mois à Siemens et neuf mois à l'ex-Salik, expérimentent de nouveaux modes de vie, qui ne sont pas sans répercussion sur leur vie privée. Chantal Reghem précise que *«l'occupation des femmes est peut-être plus difficile que chez les hommes. D'abord parce que c'est tout le temps ; le jour, la nuit, le week-end, les jours fériés. Puis parce que, en plus de défendre son emploi et de se défendre juridiquement vis-à-vis du patron, il faut aussi se défendre face aux gens qui disent que la place des femmes est derrière leurs casseroles et face à sa propre famille qui dit qu'on ferait mieux de s'occuper des enfants. C'était une période très dure et très enrichissante parce que nous devions nous battre contre tout.»*

4. COENEN (M.Th), *Quel look mon Salik!*, dans *Les cahiers de la Fonderie*, n°15, décembre 1993, p. 42-47.



Pour **Liliane Ray**, «quand on est mère de famille et qu'on doit y passer les jours et les nuits, c'est pas évident. Mais toutes ces femmes se sont mises debout. On vivait une révolution sociale et culturelle importante à l'intérieur de l'entreprise et aussi à l'extérieur parce qu'il a fallu se battre avec nos maris. Il fallait qu'ils fassent la bouffe, qu'ils lavent les gosses... et toutes ces choses là n'étaient pas acquises. J'ai connu des ménages qui se sont défaits parce que, quand on passe par là, quand on vit ça on n'est plus jamais la même, on devient quelqu'un d'autre, ça vous transforme. Partout, on s'imposait. On voulait être nous-mêmes, être reconnues pour ce que nous étions. Les femmes qui ont vécu ça ne sont plus jamais redevenues des petits toutous.»

RAPHAËL D'AMORE, fils d'une occupante de Salik, en a aussi ressenti les effets à travers sa mère. «Mon frère et moi étions de jeunes militants de la JOC. Avant l'occupation, ma mère nous reprochait tout le temps nos arrivées tardives et le fait qu'on aille manifester, distribuer des tracts et se faire bastonner par la police. Elle nous disait que ce n'était pas ça qui nous donnerait à manger ni nous ferait réussir nos études. Après la réunion qui a précédé l'occupation, elle s'est tout naturellement tournée vers mon frère et moi et nous a demandé comment on fait pour occuper une entreprise. Avec d'autres militants de la JOC, on lui a donné un canevas : il faut avertir la presse, mettre un comité de grève sur pied, prévenir les syndicats et essayer de conscientiser un maximum de gens pour vous soutenir dans votre action. A partir de ce moment-là, pour ma mère, tout a changé.

Les rapports entre mes parents et moi ont été complètement bouleversés parce qu'on vivait les mêmes choses ensemble. Mon frère et moi, on a eu une liberté totale d'action parce qu'on se retrouvait dans les mêmes manifestations et les mêmes occupations. Quand mon frère est devenu permanent de la JOC, c'est ma mère qui s'occupait de l'intendance pendant les soirées. Elle préparait les soupers spaghetti et les pizzas. Elle nous suivait quasiment partout. Ça l'a marquée. Encore aujourd'hui, quand j'engueule ma fille qui veut sortir et rentrer tard, c'est ma mère prend sa défense et me traite de vieux con.

Tous les rapports ont basculé dans l'autre sens. La vision que j'avais par rapport aux adultes a complètement changé aussi. Le discours de l'époque, c'était que l'adulte est l'ennemi des jeunes. Mais comment je pouvais considérer ma mère, qui occupait son entreprise, comme mon ennemie ? Comment je pouvais considérer mon père, pensionné mineur, membre du parti communiste italien, comme mon ennemi ? Tout ça a changé notre vie.»

Comme le répète Liliane Ray

«C'était une aventure extraordinaire.

Pour nous, c'était la révolution totale dans tous les domaines !»

